

C.T.S.D. du 8 septembre 2014

A quand l'ouverture d'un chantier de la confiance aux Personnels ?

Deux ans après la mise en chantier de la Refondation, où en sont les Personnels ?
Quelles sont leurs perspectives ? Quelles avancées dans le métier ?
Que peuvent-ils espérer ?

Pour l'UNSA Education, il faut offrir aux Personnels un nouveau cadre professionnel.

C'est ce qui ressort de l'enquête annuelle réalisée par notre Fédération. Elle est basée, chaque année, sur les douze mêmes questions fermées et deux questions ouvertes facultatives permettant aux participants de s'exprimer sur des points positifs et négatifs de leur secteur d'activité.

Comme en 2013, les Personnels, dans leur écrasante majorité, déclarent aimer leur métier (94%) et être heureux de l'exercer (83%). Leur état d'esprit en revanche est, lui, davantage négatif que l'an dernier. Leur première préoccupation reste bien le pouvoir d'achat (priorité absolue pour 62 % des répondants contre 59% en 2013). Viennent ensuite dans le même ordre que l'année dernière les perspectives de carrière (45% contre 44 % en 2013) et la charge de travail (troisième priorité la plus citée, pour 40 % des collègues).

Cela traduit certes un besoin de reconnaissance financière, mais nos collègues expriment également un besoin de reconnaissance au sens large. En effet, 57 % des Personnels affirment ne pas se sentir reconnus et respectés dans leur pratique professionnelle (chiffre qui passe à 68% pour les seuls enseignants 1er et 2nd degrés !). L'enquête nationale « **800 000 enseignants, et moi, et moi et moi ?** » réalisée par le **SE-UNSA** de mars à juin 2014, renforce cette analyse.

Enfin, la morosité générale n'épargne pas les Personnels qui sont seulement 21 % à se dire en accord avec les choix politiques faits dans leur secteur d'activité.

Pour l'**UNSA Éducation**, ces réponses confirment la nécessité d'obtenir rapidement des perspectives salariales, mais au-delà d'avancer sur les réflexions liées aux métiers et aux carrières. Il est urgent, également, de renforcer le dialogue avec les Personnels et de mieux reconnaître les compétences de tous ces professionnels qui aiment leur métier. C'est une nécessité pour en faire des acteurs positifs et engagés dans des évolutions partagées, comprises et qui prennent sens.

Cette rentrée 2014 doit véritablement voir naître le temps des Personnels !

Si les Groupes de Travail ont marqué certaines avancées que nous appelions de nos vœux depuis de nombreuses années, le compte n'y est toujours pas !

Bien dans leurs baskets, mais mal dans le costume qui leur est taillé aujourd'hui, les Personnels sont désabusés, en manque de reconnaissance. Il faut ouvrir le chantier de la confiance aux Personnels pour réussir celui de l'amélioration des conditions de travail de nos élèves et leur assurer un avenir meilleur.

Mais le programme ministériel doit aussi être dédié aux conditions de travail des Personnels : sans politique solide des ressources humaines, la refondation ne pourra pas se faire. Le ministère doit apprendre à gérer les besoins de ses agents : il y a urgence, comme le montrent les enquêtes évoquées ci-dessus !

Que dire du changement de Gouvernement la semaine précédant la rentrée ?

Ce n'est malheureusement pas un signal positif envoyé à la profession ! Dans un ministère qui nécessite de la constance, de la cohérence, de la suite dans les idées et donc du temps, ces changements successifs sont contreproductifs.

Un mot particulier sur le quotidien des enseignants des écoles, marqué cette année par la généralisation de la semaine à 4 jours et demi. Cette réforme « vampirise » la politique éducative depuis 2 ans.

Le décret d'assouplissement, signé à la veille des vacances d'été par *Benoît* HAMON, a certes maintenu les enseignements sur 5 matinées comme le préconisent les spécialistes, mais il a sonné le retour des journées de 6 heures de classe, en autorisant les communes à regrouper les Temps d'Activités Périscolaires sur un après-midi, vidant ainsi la réforme d'une partie de son sens.

Les Personnels ont revu leur organisation professionnelle, sans a priori....car c'est comme cela qu'ils envisagent leur métier... Dans l'action constructive, pour que l'Ecole montre qu'elle est capable de faire cet indispensable travail de remise en question et qu'elle ose aller de l'avant.

Ce réformisme doit être accompagné de la nécessité de pointer les dysfonctionnements et de proposer tous les correctifs nécessaires. Notre organisation sera extrêmement vigilante à cet égard ! De nombreux outils sont à notre disposition, nous n'hésiterons pas à les utiliser : temps d'évaluation au cours des conseils d'écoles, bilans-étapes. Nous demandons aussi des réunions régulières du comité de suivi.

Parmi les inquiétudes exprimées par certains collègues avec la généralisation de la réforme figurait le « transfert » possible d'enfants de l'Ecole Publique vers l'enseignement privé.

Nous savons qu'il faut être extrêmement prudents avec l'utilisations des chiffres, mais les documents préparatoires semblent mettre certains éléments en évidence :

- dans les 10 écoles qui ont appliqué la réforme dès 2013, les effectifs sont soit stables, soit à la hausse, y compris de façon particulièrement intéressante à l'école Maternelle de Fontanilles. Seul bémol, la baisse enregistrée à l'école maternelle des Solelhons à Mende, qui, si elle devait se confirmer, nécessiterait une attention particulière.

- globalement, les effectifs constatés à la rentrée 2014 seraient supérieurs aux prévisions attendues (+ 118 élèves - hors spécial), cette augmentation provenant pour l'essentiel des enfants de 2 ans (+ 37) et surtout de 3 ans (+ 73), ce qui est très encourageant. Pour mémoire, l'année dernière à la même période, c'est une baisse de 155 élèves qui avait été annoncée (dont - 116 pour les 2 ans). Notons au passage que les effectifs actualisés en janvier 2014 faisaient apparaître un nombre d'élèves plus proche des prévisions (+ 103).

Dans le 2nd Degré, la situation semble moins difficile que l'année dernière dans les lycées publics, malgré quelques postes non pourvus.

Des postes non pourvus après la rentrée, il y en avait encore dans les collèges où la situation est, de fait, beaucoup plus tendue. Les disciplines les plus impactées seraient les Lettres, les langues et la SVT. Nous regrettons que la mauvaise connaissance de certaines situations par les services du Rectorat et par les IPR ne permette pas de procéder aux recrutements nécessaires. Une meilleure coordination entre les différents niveaux éviterait des dysfonctionnements et faciliterait sans doute un règlement plus rapide des problèmes rencontrés.

Même si ce point n'est pas de la compétence de cette instance, nous tenons à réaffirmer ici que nos établissements ont, pour la plupart, besoin de postes administratifs, notamment en secrétariat et gestion. Nous dénonçons aussi le déclassement d'un support administratif de catégorie A en catégorie B au lycée Chaptal, ceci pour répondre à une mesure de redéploiement qui se fait, une fois de plus, au détriment de notre département.

Lors du CDEN du 26 juin dernier, nous souhaitons, dans notre déclaration « *une rentrée scolaire sereine pour les élèves, sereine pour les enseignants, sereine pour tous les Personnels de l'Education Nationale* ».

Force est de constater que ce n'est pas le cas dans tous les établissements et services.

La confiance est encore à gagner !

